



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

***Interlopers of Empire : the Lebanese diaspora in colonial French West Africa* / Andrew Arsan
éd. Hurst & Company, 2014
cote : 60.333**

En anglais, le mot « interloper » recouvre bien des sens, le plus fréquent correspondant à notre « intrus » ou « étranger » (avec connotation péjorative), ou encore « sbire » ou « usurpateur ». Sans compter des acceptions plus mythologiques comme dans « Les Chevaliers de la Table Ronde », tels que revus à travers les comics et les jeux vidéo. Bien que plutôt péjoratif, le mot anglais n'est pas tout à fait aussi dévalorisant que « l'interlope » français mais il n'est cependant pas plaisant.

Ici, il s'agit plutôt d'intrus, pas tout à fait de vrais Blancs. La seconde partie du titre précise, cette fois sans ambiguïté, de quels « intrus » ou « étrangers », de quelle époque historique et de quelle partie du monde il est question.

Peut-être le lecteur pensait-il connaître, au moins dans les grandes lignes, les caractéristiques de cette diaspora et de ses membres pour l'avoir côtoyée, pour les plus âgés, ou pour l'avoir entrevue à travers les histoires de la colonisation, en particulier en Afrique et au Proche-Orient. Il ne perdra cependant pas son temps à se mettre à l'anglais pour prendre connaissance plus approfondie d'un aspect resté marginal dans la littérature de l'histoire coloniale.

Dans une longue introduction, l'auteur traite des peuples en mouvement, des histoires « enchevêtrées » (« entangled ») auxquelles ils donnent lieu. Son propos est donc clair : il ne traitera pas seulement de la diaspora du titre comme un ensemble plus ou moins homogène mais aussi comme un ensemble qui interfère. De ce point de vue, son ouvrage est novateur en ce sens qu'il est tout sauf linéaire, qu'il renouvelle la vision que l'on peut avoir des origines et raisons de la migration, du positionnement « enchevêtré » dans l'économie et la société coloniales.

En trois parties, nous prendrons tout d'abord connaissance des « racines » et des « routes » empruntées depuis le Mont Liban, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, par les migrants, puis des « mots et des lois » de la migration et de l'Empire, enfin « des jours, des pensées et des choses ».



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

On notera que si l'auteur ne s'interdit pas ici et là d'élargir son horizon, l'essentiel de son travail d'archives et d'analyse porte, comme l'indique le sous-titre, sur l'Afrique coloniale française de l'Ouest. On lui saura gré d'avoir notamment exhumé des archives ici reproduites en partie, lesquelles permettent notamment de lister les lieux et villages d'origine, les lieux et régions d'Afrique investis par la diaspora. Il s'agit sans doute d'une des premières, sinon la première, des investigations aussi poussées.

À propos de la première partie, un bref rappel. Les Syriens, comme les baptisaient alors l'administration et les commerçants européens des colonies (ou Libano-Syriens ou Libanais) de l'époque sont, pour l'essentiel, venus du Mont Liban et se sont en partie dirigés vers l'Afrique noire dès avant la fin des conquêtes. Soit des minorités chrétiennes ou druzes de l'empire ottoman. On ne rappellera ici que pour mémoire les interventions françaises, en leur faveur, notamment sous le Second Empire. L'approche novatrice de l'auteur est de contester ce qui ressort de l'historiographie habituelle, selon laquelle la pauvreté et les persécutions ottomanes seraient les causes premières.

Ce passé agité et la misère de bien des régions concernées expliquent effectivement mais en partie seulement les débuts de la diaspora. Un autre élément a joué un rôle : dans l'empire de « l'homme malade », la contestation politique a naturellement grandi et des hommes politiques libanais, de premier plan, critiquent dès 1878 (date de la dissolution d'un éphémère parlement ottoman créé en 1876 par une non moins éphémère Constitution) et encore au début du XX^e siècle l'autocratie du sultan Abd-ul-Hamid et la corruption de son administration. Cette contestation politique figure parmi les « racines » de la diaspora. Certes la misère a compté mais elle ne fut donc pas le seul moteur pour sortir d'un empire moribond.

Cependant, l'auteur fait plus que nuancer l'histoire convenue : l'autonomie du district du Mont Liban, toute imparfaite, voire corrompue fût-elle, avait permis le développement d'un dense réseau routier, une fiscalité allégée. En outre, les émigrants qui allaient constituer la prochaine diaspora étaient des jeunes, hommes et femmes, qui n'avaient guère connu le passé vécu par leurs parents. Les origines et les étapes de la dispersion sont donc bien plus complexes que ne le voudraient les schémas historiques classiques. D'autant plus qu'il s'agit de mieux comprendre comment ces migrants ont réussi à s'intégrer dans des contextes géopolitiques variés en portant un modèle économique spécifique et, à tout prendre, très moderne. Qui saura s'adapter, encore longtemps et aujourd'hui, au-delà de la période sous revue.

Dans la seconde partie, l'auteur examine comment la « communauté » est perçue et se perçoit. Contrairement à un discours post colonial qui remonte à Edward Said pour lequel l'origine des migrants du Levant reste prégnante dans leur identité, Arsan entend démontrer que la diaspora libanaise n'en fait que l'un des aspects d'une identité complexe dans laquelle l'on trouve bien d'autres éléments empruntés au milieu ambiant et au passage des générations. Ainsi que la réponse aux réactions d'hostilité.

Car par exemple, dès 1898, les commerçants européens de Guinée adressent une pétition au gouverneur pour se plaindre du rôle néfaste, pour leur commerce, des pratiques libanaises. Qui leur coupe « l'herbe sous les pieds » dans la traite de la gomme. Plaintes



Académie des sciences d'outre-mer

renouvelées en 1902 et en 1904. La campagne remonte dans les journaux parisiens et l'on va jusqu'à parler d'une Guinée devenue « syrienne » s'il n'y était pas rapidement mis bon ordre. Il est vrai qu'à l'époque, les Guinéens étaient reconnus comme de bons commerçants de terrain et colporteurs, la Guinée semblait avoir d'abord une vocation commerciale et son développement (mot déjà utilisé par l'administration de l'époque) devait reposer sur un commerce bien organisé que les « Syriens » étaient supposés désorganiser de par leurs propres pratiques commerciales. Une parenthèse qui ne doit rien à Arsan mais à la mémoire du rédacteur de la présente note : encore en 1956/1960 n'était-il pas rare d'entendre dans la bouche des commerçants européens et dans celle des responsables de comptoirs des grandes compagnies des reproches similaires à l'égard des « Syriens », sans qu'il soit toujours possible de comprendre si leur supposé non-respect des pratiques commerciales « normales » relevaient de l'illégalité ou d'une simple débrouillardise sans scrupule.

Même si l'administration coloniale était sensible à l'argumentation de ses administrés européens, l'on doit reconnaître qu'elle était plutôt désarmée pour y remédier. D'où un discours hiérarchisé dans lequel le petit commerçant africain constituait l'élément de base, conformément à son génie propre, le Syrien un élément intermédiaire, dérangeant, sans règle décente, également selon son génie propre et le commerce moderne et organisé le fait des Européens. On reconnaît là une application à un aspect économique particulier des idées de l'époque à propos des aspects « raciaux » de la colonisation et de ses acteurs, de l'indigène au colonisateur en passant par une ou des catégories intermédiaires plutôt douteuses.

Il est vrai qu'au moins dans les débuts, en l'absence d'infrastructures, cette répartition dans les rôles se comprenait, du traitant de base au commerçant « moderne » en passant par un ou des intermédiaires. D'où l'insistance des milieux européens à développer les routes et les chemins de fer, pour au moins rendre peu utile les niveaux situés entre le colporteur indigène et le vrai commerce moderne.

Mais cet état d'esprit conduisait, de la part des traitants européens comme de l'administration, à bâtir le stéréotype du « combinard », voire des malhonnêtes gens, incapables de pratiquer un commerce moderne, donc irréprochable, d'où les « interlopers » du titre. État d'esprit évidemment des colons commerçants, de fait directement concurrents, mais encore des grandes compagnies, au premier rang desquelles la CFAO, en Guinée tout au moins, le terrain de recherche privilégié de l'auteur dans sa seconde partie.

Après avoir traité des origines complexes de la migration libanaise, de son insertion plutôt mal ressentie par les colonisateurs (colons et administration) dans une économie coloniale naissante, de sa capacité à s'adapter à son évolution, l'auteur aborde dans une troisième partie une sorte d'ethnologie ou de sociologie des migrants de la diaspora.

Les historiens que critique Andrew Arsan se divisent schématiquement en deux groupes : celui favorable, dans un jugement global sur le rôle positif du commerce à « la libanaise » dans l'insertion au niveau international des économies de base africaines ; et celui qui reproche à la diaspora un rôle néfaste de participant à l'exploitation, sinon au pillage, colonial en Afrique.



Académie des sciences d'outre-mer

Comme l'on s'en doute, l'auteur ne s'embarque pas dans une telle querelle, préférant traiter de la vie quotidienne, de la culture secrétée dans la migration, laquelle ne conduit pas et n'a jamais conduit à la nostalgie du retour dans le pays d'origine, sauf brefs séjours entre les longs séjours, souvent variés, dans les pays d'adoption. Mais en y conservant une culture propre, transnationale dirait-on aujourd'hui. Comme le souligne Andrew Arsan dans ses dernières pages, cette diaspora n'est plus, depuis longtemps, libanaise, n'a jamais été africaine au sens qu'elle aurait pu s'intégrer dans les sociétés du continent, ne s'est pas ralliée à une société française (ou anglaise) au sein de laquelle, aujourd'hui en tout cas, elle se sent à l'aise.

L'auteur ouvre des perspectives novatrices, son appareil critique est abondant et il est sans doute, parmi les historiens modernes, le seul à avoir minutieusement dépouillé les archives, dans les villages d'origine, coloniales (sur le terrain et en France). D'où l'intérêt de son ouvrage. Prévenons cependant le lecteur disposé à user de sa connaissance de l'anglais : il ne s'agit pas ici d'un livre de chevet mais d'un livre à poser sur son bureau, feuilles de notes et porte-plume à la main. Car si l'on en suit volontiers les analyses – novatrices on l'a dit – le lecteur averti peut souhaiter les nuancer ou les approfondir.

Ce n'était certes pas le propos de l'auteur, mais son ouvrage conduit à souhaiter que des études analogues soient menées sur d'autres communautés ou diasporas commerçantes ou en partie industrielles qui ont prospéré en marge du commerce européen et, souvent en s'attirant les mêmes critiques ou jugements péjoratifs : sur les côtes du Golfe de Guinée et en Afrique centrale, les Portugais, en Afrique centrale les « Yéménites », plus tard venus et, bien entendu, les différentes facettes du petit commerce à « la chinoise ».

Jean Nemo